



Contre la régression sociale, Contre les projets du gouvernement et du patronat, RÉSISTANCE ! Pour les revendications et le progrès social.

Communiqué commun des organisations syndicales Cgt, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL du Puy de Dôme, 20 septembre 2018

**Toutes et tous ensemble en grève le mardi 09 octobre 2018 et en manifestation à Clermont-Fd,
10h00, Place du 1er mai.**

Dans le Puy de Dôme, nos organisations syndicales appellent à amplifier la mobilisation initiée ces derniers mois, contre la régression sociale, tout en portant nos propositions et revendications de réel progrès social.

La politique économique et sociale du gouvernement répond aux exigences des « premiers de cordées » et les conséquences sont particulièrement néfastes pour les salarié·e·s, les jeunes et les retraité·e·s... Les indicateurs sont au rouge sur le front de l'emploi et de la croissance, démontrant les conséquences des dernières lois relatives au travail, aux soi-disant « modernisation du dialogue social » et « sécurisation des salarié·e·s ».

Les salaires sont en berne, et même baissent comme dans la fonction publique ! Alors que le grand patronat bénéficie de cadeaux supplémentaires : CICE pérennisé, suppression de l'ISF...

Après la suppression de cotisations sociales finançant notre sécu et **la hausse de la CSG**, avec les annonces de suppressions de postes dans la Fonction Publique et les privatisations de nos services publics, le gouvernement entend poursuivre à marche forcée sa politique de destruction sociale !

La loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises), notamment, renforcera encore l'individualisation des salarié·e·s et le pouvoir des actionnaires, les lois de finances pour 2019 apporteront de nouveaux cadeaux fiscaux pour les plus puissants.

Les conventions collectives et accords d'entreprises sont également détricotés...

Le projet du CAP22 (Comité action publique 2022) se met en place, 4.500 suppressions de postes en 2019 dans la Fonction Publique d'État, 1.600 postes à Jeunesse et Sport qui préfigurent les 50.000 suppressions de postes dans la Fonction publique d'état et les 70.000 suppressions de postes dans la Fonction publique territoriale. **Qui peut croire que les hôpitaux, les Écoles, les services de Justice, de l'agriculture... et les collectivités territoriales, peuvent jouer tout leur rôle sans des fonctionnaires en nombre suffisant pour cela ?** Sauf à imaginer que nombre de missions n'ont plus à relever de l'Etat comme le prévoit d'ailleurs le gouvernement dans le cadre du CAP22.

Mais CAP22 c'est aussi : recours accru au contrat et donc **casse du statut des agents** pourtant garant de leur impartialité, neutralité, probité, égalité de traitement des citoyen·ne·s, remise en cause des CAP, réduction du périmètre de services, management au service de l'individualisation contre l'intérêt général...

Et surtout le gouvernement annonce son projet de contre- réforme de notre système de retraites avec la mise en place d'un système unique par points. Ce projet conduirait à la destruction de tous les régimes de retraite. Il entraînerait une baisse dramatique des pensions et la disparition de la répartition et de la solidarité intergénérationnelle, avec système individualisé qui favoriserait à terme la capitalisation et les fonds de pensions. Un tel système aboutirait immanquablement à nouveau à un recul de l'âge de la retraite avec les conséquences que l'on connaît déjà pour la santé des salarié-e-s : le régime par point, c'est le travail sans fin !

Pourtant, cette année la France a encore battu un nouveau record en matière de dividendes versés aux actionnaires ; près de 51 milliards ! Ils engrangent chaque jour « un pognon de dingue » tandis que le chômage et la précarité frappent chaque famille. La crise sert bien à faire de bonnes affaires pour les financiers et les capitalistes !

Contre les projets de ce gouvernement en crise, confronté aux « affaires », dans le cadre de l'appel national à l'action interprofessionnelle le 9 octobre 2018, les organisations syndicales du Puy de Dôme Cgt, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL décident d'appeler ensemble à la grève interprofessionnelle et à la manifestation !

Nous sommes convaincu-e-s que seule une mobilisation massive peut contraindre le gouvernement à reculer sur ses projets et à répondre aux revendications des salarié-e-s, des retraité-e-s, des jeunes, des privé-e-s d'emploi ou précaires : pour Cgt, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL, l'heure est à la résistance sociale et à l'action syndicale !

Pour nos organisations syndicales, l'heure est donc à poursuivre et renforcer la mobilisation sociale.

Nous en appelons à nos syndicats d'entreprises afin de permettre aux salarié-e-s de s'engager dans cette bataille, en les réunissant, en AG ou sous toute autre forme et en mettant à l'ordre du jour l'élaboration des cahiers revendicatifs et les actions revendicatives.

Toutes et tous mobilisé-e-s, imposons :

- L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Le maintien de tous les régimes de retraite (Code des pensions, CNRACL, régime général, régimes spéciaux...) reposant sur la répartition et la solidarité et le refus de tout régime universel par points ;
- La retraite à 60 ans et la reconnaissance de la pénibilité ;
- Une politique industrielle créatrice d'emplois et la réduction du temps de travail ;

- Le maintien et le développement des services publics ainsi que l'arrêt des suppressions de postes, y compris à l'Université Clermont-Auvergne où est mis en place un plan social intolérable (7 millions d'euros « d'économies ») ;
- La défense de la Sécurité sociale et la garantie de son financement par l'arrêt des exonérations patronales et le maintien de la cotisation ;
- La défense de l'Assurance-chômage ;
- L'abrogation des lois travail et la défense du Code du travail, des garanties collectives et des statuts ;
- La suppression des lois mettant en place la privatisation, la mise en concurrence et la sélection à l'université et création d'une allocation universelle étudiante pour tous et toutes.

**À l'appel des organisations syndicales
CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL
Tous et toutes en grève et en manifestation
Mardi 9 octobre 2018 10H - Place du 1er mai**